

L'ANTI CAPITALISTE

JOURNAL DE LA GAUCHE ANTICAPITALISTE

14EME

19 NOVEMBRE 2009

GAUCHE ANTICAPITALISTE
CASE POSTALE 5210
1002 LAUSANNE

WWW.GAUCHE-ANTICAPITALISTE.CH
CONTACT@GAUCHE-ANTICAPITALISTE.CH

JAA - 1002 LAUSANNE
PP/JOURNAL

«LA GAUCHE»

3 UNE NOUVELLE FORCE
POLITIQUE ALTERNATIVE?

BERTARELLI: MOINS D'IMPÔTS,
PLUS DE BATEAUX

NEUCHÂTEL

5 POURSUIVRE
LA MOBILISATION!

ERIC DECARRO: «CE SYSTÈME
N'EST PAS RÉFORMABLE»



**MOBILISONS-NOUS
CONTRE L'OMC!**

/ A l'affiche

Ernesto Bertarelli

Il fait l'objet d'une admiration sans bornes de la presse suisse pour «son goût du risque et des défis». Portrait d'un homme qui a échappé à l'obligation de vendre sa force de travail pour (très bien) vivre.

Son père ne l'a pas appelé Ernesto en référence à Che Guevara, c'est certain. Cet Ernesto-là est plutôt du genre à être né (en 1965) avec une cuillère en argent dans la bouche. Dès 1996, Ernesto Bertarelli dirige l'entreprise familiale, à la suite de la maladie de son père, Fabio, qui meurt en 1998.

Bonnes sœurs et bonne fortune

C'est le grand-père d'Ernesto, Pietro Bertarelli, qui est à l'origine de la fortune familiale. Avec quelques appuis bien sentis. De comptable dans la société créée en 1897 (les dates ne sont pas les mêmes selon les biographies, certaines datant la création de l'entreprise de 1906) par Cesare Serono, Pietro gravit la hiérarchie pour en devenir le directeur à la fin de la Seconde guerre mondiale. C'est à cette période que les salariés-chercheurs de l'entreprise découvrent que l'urine de femmes ménopausées contient de la gonadotrophine qui, synthétisée, peut permettre de lutter contre l'infertilité. Les bonnes sœurs de couvents de toute l'Italie vont ainsi être priées d'uriner pour la science, et accessoirement pour la fortune de l'entreprise Serono. Le spirituel n'étant pas toujours inconciliable avec le matériel, l'Institut des œuvres de religion du Vatican devient actionnaire majoritaire de Serono en 1954. C'est en 1968 que la société passe sous la direction de Fabio Bertarelli, le père d'Ernesto, et quelques années plus tard que toute la petite famille, verte de peur des Brigades rouges, quitte l'Italie pour se «réfugier» en Suisse. La demande d'asile est acceptée... Cela d'autant plus que Fabio Bertarelli fait opérer

un tournant à la société, l'implantant dans le secteur de la biotechnologie au début des années 1970, ce qui lui assurera un incontestable succès.

Ernesto, lui, n'a fait qu'hériter de cette fortune, conjointement avec sa sœur Donna. Il a dirigé l'entreprise une dizaine d'années (de 1996 à 2006) avant de la vendre à Merck, pour un prix qualifié par certains analystes financiers de «surfait». Notamment parce que le brevet du Rebif, médicament contre la sclérose en plaques qui assurait une rente de situation décisive pour Serono, arrivait à son terme deux ans après l'opération de vente. Ainsi, l'heureuse fratrie a touché 16 milliards de francs au moment de la vente à Merck.

Bertarelli a également été membre, avec le succès que l'on sait, du conseil d'administration d'UBS de 2002 à 2009. Lors de son retrait, il a évidemment expliqué que les administrateurs ne pouvaient pas imaginer une telle chute de la banque. Les journalistes, compatissants, se sont tus sur ses capacités réelles d'administrateur et n'ont pas trop vanté, dans cette activité d'administrateur de la débâcle, son goût du risque pourtant si loué par ailleurs...

Moins d'impôts, plus de bateaux

La fiscalisation de l'extraordinaire revenu lié à la vente de Serono va faire l'objet de tractations et de négociations que le commun des salariés ne peut guère concevoir: des armées de conseillers fiscaux «affrontent» des administrations plus soumises les unes que les autres. L'arbitrage a pour conséquence un déménagement, sans doute physiquement fictif, du canton



de Vaud à celui de Berne (sa sœur a également racheté un prestigieux hôtel à Gstaad). L'affaire Bertarelli fera jurisprudence politique: c'est notamment au nom de ce déménagement que sera introduit le paquet fiscal vaudois protégeant les grandes fortunes privées. Car, comme le disait le président du Conseil d'Etat vaudois Pascal Broulis: «Les millionnaires vaudois sont relativement bien traités [fiscalement]. C'est à partir du milliard que la facture prend l'ascenseur.» Heureusement que Bertarelli et ses amis milliardaires ont de tels défenseurs. Sans eux, ils devraient payer des impôts pour financer les crèches, les écoles, la santé publique, etc. Ils ont mieux à faire et peuvent ainsi construire, avec cet argent méticuleusement épargné, de jolis bateaux, telles les nombreuses versions d'Alinghi. Des bateaux modestement baptisés de ce nom qui n'est qu'un borborygme d'enfance du jeune Ernesto...

Les facettes de la (belle) vie

Hissé sur cette montagne d'argent qui n'est le fruit que de sa naissance, Bertarelli peut maintenant philosopher sur la vie et ses difficultés. «Le secret du succès, confiait-il ainsi à *L'illustré* en septembre dernier, c'est d'accepter toutes les facettes de la vie». Quand on a quelque 16 milliards de francs sur son compte en banque, sans doute. Pour quelques milliards d'êtres humains qui ne sont pas nés Bertarelli, certaines facettes de la vie sont, parfois, plus difficiles à accepter...

DAVID GYÖAX

PHOTO C. BORLENGHI / GÖÖLE IMAGES

Fallait OSER !

« Dans le contexte actuel, les avantages accordés aux entreprises et aux particuliers fortunés ne trouvent que peu d'écho politique (...). La solution réside dans une combinaison avec d'autres allègements fiscaux comme dans le domaine de l'imposition de la famille, en liaison avec une politique de communication convaincante.»

Andreas Staubli, *L'Agefi*, 22 octobre 2009

Le responsable du Conseil juridique et fiscal de PricewaterhouseCoopers confirme ce que nous prétendons depuis belle lurette: la fonction des «paquets fiscaux», que l'on a vu fleurir dans plusieurs cantons, est bel et bien de faire passer de nouveaux cadeaux aux grands patrons et actionnaires en les noyant dans des projets censés «soutenir les familles». C'est la manœuvre qui avait été utilisée, dans le canton de Vaud, par le couple radicalo-socialiste Pascal Broulis/Pierre-Yves Maillard. D'où un nouveau record du monde: la mise à disposition des possédants non pas d'un, mais de trois «boucliers fiscaux»! Et des remises d'impôts de l'ordre de 1 milliard de francs sur dix ans... Même tableau à Genève, où le Conseil d'Etat sortant, sous l'égide du Vert David Hiler, a fait passer la défiscalisation partielle des dividendes et la diminution du taux marginal supérieur d'imposition, tout en supprimant le système du rabais d'impôts, plutôt favorable aux bas et moyens revenus.

Une manœuvre similaire se profile désormais au plan fédéral. Une seule ques-

tion demeure ouverte: quel dirigeant de la dite «gauche» assurera, cette fois-ci, «une politique de communication convaincante» pour faire passer les cadeaux pour les capitalistes?

« Pour nous, anticapitalistes, il faut refuser de défendre l'identité nationale. La nation n'est pas un concept de gauche!»

Antoine Boulangé, *Tout est à nous!* (NPA), 5 novembre 2009

Dans le contexte actuel de crise, Nicolas Sarkozy a décidé de jouer à fond la carte du nationalisme et du racisme: «Il faut réaffirmer les valeurs de l'identité nationale et la fierté d'être français». En faisant de l'immigration un problème, en désignant un bouc-émissaire – les étrangers, «qui piquent le boulot des travailleurs français» –, on détourne la colère des vrais responsables de la crise et du chômage de masse: les capitalistes. On

connaît bien la chanson en Suisse: UDC et MCG développent la même logique...

L'hebdomadaire du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) d'Olivier Besancenot rappelle à juste titre que «c'est au nom de cette identité [nationale], de la mission "civilisatrice de la République française" que l'on a colonisé la moitié du monde de 1880 à 1914. C'est au nom de cette République que l'on a assassiné 35 000 Algériens le 8 mai 1945. (...) C'est toujours derrière le drapeau de la nation qu'on a entraîné les peuples dans les guerres mondiales. (...) Dès le XIX^e siècle, les premiers socialistes avaient montré que le nationalisme est l'un des pires obstacles pour abattre le capitalisme car il masque les véritables antagonismes, la lutte des classes. (...) Nous devons nous unir autour du drapeau de l'internationalisme, reprenant à notre compte la conclusion du *Manifeste du Parti communiste*, écrit il y a 160 ans:

"Travailleurs de tous les pays, unissez-vous!". Nous sommes internationalistes et fiers de l'être.»

Non, pour une gauche digne de ce nom, une gauche de gauche, de tels propos sont loin d'être archaïques!

« Ce film montre que le Parti socialiste est un parti bourgeois comme les autres.»

Lionel Baier, *Le Matin*, 23 octobre 2009

On veut bien ne pas tirer à vue de façon régulière sur le Parti socialiste (PS), mais il faudrait quand même nous aider un petit peu... Comment ne pas partager, en effet, le commentaire du cinéaste lausannois après avoir vu le clip réalisé par le PS (www.ps-sp.ch), projeté depuis peu dans les salles de Suisse romande?

A G O S T I N O S O L D I N I

/ «La Gauche»

UNE NOUVELLE FORCE POLITIQUE ALTERNATIVE ?

Le 21 novembre aura lieu à Schaffhouse une rencontre qui doit permettre, d'après ses initiateurs, «de lancer une nouvelle force politique nationale alternative de gauche»: «La Gauche». Qu'en penser?

La rencontre de Schaffhouse fait suite à un processus initié par le lancement, au printemps dernier, d'un appel exprimant «l'exigence d'une autre organisation sociale basée sur l'émancipation humaine». Or, «ni un PS [Parti socialiste] englué dans un gouvernement de droite, ni des Verts à la poursuite d'une économie de marché verte, ni des forces anticapitalistes éparpillées (...) ne sont capables de reconstruire l'espoir». Une triple exigence a été mise en avant tout au long du processus de constitution de «La Gauche»: rompre avec le système capitaliste; offrir une alternative au PS; «créer une dynamique unitaire et pluraliste nationale, au-delà de tout sectarisme», pour reprendre les propos de Frédéric Charpié, l'un des principaux animateurs de «La Gauche» en devenir.

En tant que Gauche anticapitaliste, nous ne pouvons que souscrire à cette triple exigence. De même, nous nous réjouissons de la dynamique militante enclenchée par l'appel susmentionné.

On prend les mêmes et on recommence?

Cela dit, nous ne saurions taire quelques doutes sur le processus en cours.

Il est en effet difficile, pour l'heure, de se faire une idée de l'approche fondamentale de «La Gauche». Son seul texte d'orientation, appelé «Programme d'action», se limite à énoncer des orientations générales sur un certain nombre de questions. Nous soutenons certes la plupart de ces orientations, mais cela fait un peu court comme programme...

De plus, l'histoire récente de la «gauche de la gauche» appelle à ne pas tomber dans un triomphalisme

béat. Dans leur pratique réelle, tant les dirigeants de solidaritéS que ceux du POP/PdT, dont une partie sont parmi les initiateurs du projet «La Gauche», ont en effet largement évacué une préoccupation essentielle: la participation directe à l'organisation des salariés, des jeunes, des femmes, la stimulation de leur mobilisation collective. C'est pourtant la précondition pour faire face aux attaques patronales et pour que puisse émerger, d'en bas, un nouveau mouvement d'auto-émancipation, de transformation de la société. Ils ont privilégié une tout autre option: le travail institutionnel, dans les parlements et au sein des gouvernements locaux, dans le cadre de coalitions avec le PS et les Verts. Pour quels résultats? Peut-on affirmer que cela a permis de «limiter les dégâts», selon la formule consacrée? Loin s'en faut. En quoi les gouvernements sortants à majorité de «gauche» de Neuchâtel et de Genève, que les dirigeants de «la gauche de la gauche» avaient contribué à faire élire, ont-ils mis en œuvre une politique répondant, même à la marge, aux besoins des salariés? En fait, ils ont mené «cette politique de droite... que la droite n'a pas su faire» (*Bilan*, 10 mai 2006)! De même, toutes les participations de ces dirigeants à un exécutif se sont soldées par leur collaboration à l'application de politiques au service du Capital. C'est ainsi que le magazine *Bilan* a classé la Ville du Locle, dont l'exécutif est à majorité popiste, au 1^{er} rang pour l'accueil des entreprises. C'est ainsi que Rémy Pagani, l'élue de solidaritéS au Conseil administratif de la Ville de Genève, avait souscrit à la coupe de 10 millions de francs dans les rentes complémentaires versées aux personnes âgées les plus



démunies. C'est ainsi que l'élue popiste à la Municipalité de la Ville de Lausanne, Marc Vuilleumier, remplit une triple fonction, unanimement saluée... à droite: matraquer les manifestants du 1^{er} Mai; faire la chasse aux toxicomanes et aux mendiants; attirer les fédérations sportives internationales par des cadeaux fiscaux.

Lutte des classes ou strapontins ministériels?

Bref, il nous paraît légitime de s'interroger: les initiateurs de «La Gauche» ont-ils l'intention de rompre avec de telles pratiques ou s'agit-il d'appliquer la même politique en changeant simplement de casquette?

Oui, il faut regrouper toutes celles et tous ceux qui veulent en finir avec la société actuelle et en bâtir une nouvelle! Oui, il faut arrêter de laisser faire des politiciens qui ne font qu'appliquer ce que leur dicte le pouvoir économique! Oui, il faut construire une nouvelle gauche, une gauche de gauche! Mais entre lutte des classes et strapontins ministériels, il faut choisir! Entre rupture avec le capitalisme et gestion du système, il faut choisir! Entre unité de la gauche radicale et unité avec les socio-libéraux (PS et Verts), il faut choisir! Parce que rien n'est pire qu'un espoir déçu...

AGOSTINO SOLDINI

PHOTO TITFEE / FLICKR.COM

/ L'ÉDITO

Comme le bélier qui ouvrait des brèches dans les forteresses, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) est une véritable machine de guerre. De la même manière que le bélier ébranlait les remparts, l'OMC, en presque 15 ans d'existence, aura réussi à venir à bout d'un nombre certain de défenses.

Avec l'AGCS, l'Accord général sur le commerce des services, l'un des trois piliers de l'OMC, le rempart à abattre est nommé en toutes lettres, c'est la propriété publique des services essentiels. Avec cet accord, des services d'importance tels que les transports, la poste et les communications, l'approvisionnement électrique et l'eau potable deviennent des marchandises comme les autres. A vendre et à acheter.

Les cycles de l'OMC durent plusieurs années. Par leur dynamique, ils modifient la face du monde. Ainsi, chaque pays membre fournit la liste des secteurs que ses capitalistes convoitent chez les autres ainsi que celle des pans de son économie qu'il est, en échange, prêt à ouvrir aux capitalismes étrangers.

C'est un remodelage des rapports de propriété à l'échelle mondiale qui résulte de ces cycles de négociation, avec la planète qui s'ouvre toujours plus à la captation organisée des richesses par les capitalismes dominants. La transformation de l'agriculture du Sud en monocultures au service des transnationales est un exemple. Elle condamne des pays jadis souverains en matière alimentaire, à l'image de l'Argentine, à importer de la nourriture! Et induit des coûts écologiques énormes – en tonnes de CO₂ – générés par les transports qu'implique cette division internationale du travail.

Avec la crise, les dirigeants du G20 ont décrété l'urgence de conclure en 2010 l'actuel cycle de l'OMC, initié à Doha en 2001. C'est à Genève, fin novembre, que la Conférence interministérielle de l'OMC devrait mettre sous toit un accord général. Le voilà, leur remède à la crise du capitalisme: davantage de privatisations et davantage de subordination de l'agriculture aux besoins de rémunération du capital! Avec aussi, en perspective, l'ouverture, après celui de Doha, d'un cycle de négociations qui élargirait le champ des domaines à conquérir.

En 1999, à Seattle, la jonction entre résistances du Sud et manifestations de rue avait permis de faire échec à la conférence. Depuis, de Gênes à Genève en 2003 à l'occasion du G8, de Prague à Strasbourg en avril de cette année, la répression s'est abattue contre ce mouvement. Elle n'a cependant pas réussi à l'écraser complètement. Ainsi, des centaines de paysans d'Inde, du Brésil, d'Afrique seront à Genève à la fin de ce mois. Ils seront là pour faire rempart contre l'appropriation privée du monde dont l'OMC est l'outil. Avec eux, il faudra, toutes et tous, être à Genève, le samedi 28 (Place Neuve, à 14 h) et les jours qui suivront car, comme à Seattle, tout doit être fait pour empêcher la conclusion d'un accord sur le dos des peuples et de la planète!

PAOLO GILARDI

/ Du côté de Fribourg

Le lit haineux de l'UDC est celui de la politique migratoire officielle

GUY ZURKINDEN MPS-FRIBOURG

PHOTO CIMADE.ORG

L'initiative «pour l'interdiction des minarets» de l'UDC vise la population définie comme «musulmane». Un problème inexistant – les minarets – donne corps à une représentation fantasmée d'une population définie par sa croyance religieuse: «les musulmans».

On peut s'interroger sur l'écho et les débats que soulève cette initiative. Un aspect est souvent négligé: le terreau sur lequel elle prend racine. Celui d'une politique migratoire basée sur la discrimination et la stigmatisation des populations immigrées, présentées sous l'angle de «criminels» (voir les débats sur les «trafiquants de drogue»), d'«abuseurs» ou, en l'occurrence, de «dangereux barbus».

Cette politique migratoire parmi les plus dures d'Europe se traduit par des révisions quasiment ininterrompues des lois sur les étrangers et sur l'asile. Elle a un double avantage historique pour les classes dominantes suisses: elle permet une exploitation accrue des salariés immigrés, dont les droits sont limités; elle stimule du même coup la division des salarié-e-s entre eux, en atténuant leurs capacités de lutte solidaire. Cette politique et le discours officiel qui l'accompagne sur les «immigrés dangereux», qui est par exemple largement relayé dans les discours sur «l'insécurité urbaine», creusent le lit de campagnes toujours plus discriminatoires et haineuses.

L'initiative contre les minarets est refusée par le patronat suisse et le Conseil fédéral, qui craignent pour les investissements suisses dans le monde «musulman» et les capitaux placés dans les banques suisses. Mais ne nous y trompons



pas: en période de crise, le Conseil fédéral et le patronat vont poursuivre le durcissement des lois contre les immigrés, en parallèle aux attaques contre les droits de tous les salariés.

Les Verts et la «surpopulation étrangère»

L'adaptation de la «gauche» institutionnelle (PS et Verts) à l'utilitarisme migratoire officiel est frappante. Bastien Girod et Antonio Hodgers, deux jeunes et ambitieux conseillers nationaux des Verts, défendaient récemment dans *Le Matin Dimanche* (1^{er} novembre 2009) la thèse que la baisse de la qualité de vie n'est pas due aux profits d'une minorité, mais à la croissance démographique, donc... à l'immigration. Une version «verte» de la thèse de la surpopulation étrangère!

Face à cela, il est plus que jamais nécessaire de répondre par un discours et une pratique mettant en avant la nécessaire unité de la classe travailleuse face aux attaques du capital. Les divers groupements se réclamant de l'anticapitalisme en Suisse devraient s'unir sur une telle plate-forme, en laissant tout sectarisme de côté.

Cette rubrique est rédigée sous la responsabilité du MPS-Fribourg, qui n'est pas membre de la Gauche anticapitaliste.

/ Vu d'Amérique

Michael Moore : Capitalisme, une histoire d'amour

Tous les films de Michael Moore pointent les contradictions du capitalisme et les dégâts qu'il provoque. Mais, jusqu'à *Capitalism: a love story*, ce système n'est jamais appelé par son nom.

KEITH A. MANN PROF. D'HISTOIRE ET SOCIOLOGIE DANS UNE UNIVERSITÉ DU WISCONSIN
MEMBRE DE SOLIDARITY, UNE DES ORGANISATIONS DE LA GAUCHE RADICALE AUX ÉTATS-UNIS

Depuis la guerre froide, il existait aux États-Unis une quasi-interdiction du mot capitalisme. La plupart des journalistes, porte-voix du gouvernement et du business, ainsi que les académiciens parlaient plutôt du système de «free enterprise». Evidemment, le mot capitalisme rappelait trop le cauchemar social connu par le pays à partir du krach de 1929!

A son habitude, Michael Moore nous offre un opus plein d'humour et d'audace. Ce n'est pas un manuel sur le capitalisme, mais un regard sur ses effets nocifs sur la vie des gens ordinaires. Son film commence par le fait que depuis le début de la crise des crédits immobiliers, des milliers de familles à travers les États-Unis ont perdu leur maison. Moore suit une de ces familles, des fermiers qui ont vu leur maison et leur ferme saisies par les huissiers. Leur amertume est exacerbée par le fait que la banque qui les poursuit ose les engager pour le nettoyage des lieux pour la somme insultante de 1000 dollars.

Et, tandis que des milliers de familles perdent leur maison, il y a ceux qui s'en-

richissent en achetant au rabais les maisons et les exploitations agricoles saisies par la justice. Le contraste entre les familles expulsées et ces dealers de maisons est mis en scène par Moore de manière saisissante.

Un salarié mort peut aussi rapporter...

Moore nous apprend aussi une pratique nouvelle chez les capitalistes, peu connue. Il s'agit de la tendance de certains employeurs à souscrire des polices d'assurance sur la vie de leurs salariés, avec l'employeur comme bénéficiaire, et cela sans que les «assurés» en soient informés! Comme quoi, la mort des salariés peut rapporter gros!

Moore s'intéresse beaucoup à ces aspects moraux du capitalisme. Interpellés par le cinéaste, un prêtre et un évêque catholique n'hésitent pas à condamner le capitalisme parce que contradictoire avec les valeurs humaines fondamentales.

En faisant une promenade avec son père, ancien ouvrier chez General Motors à Flint, Michigan, là où avait existé l'usine où Moore père travaillait, il revient sur les dégâts des délocalisations. Et il est dramatiquement actuel puisque, peu après la sortie du film, le taux de chômage officiel a atteint 10%, le plus haut niveau depuis trois décennies.

Moore s'interroge aussi sur les rapports entre gouvernement et grand capital à travers l'exemple de Henry Paulson. Responsable chez Goldman Sachs pendant 32 ans, il a dû vendre ses actions lorsqu'il a été nommé ministre des finances en 2006 sous Bush, non sans bénéficier de largesses fiscales sur les profits de cette vente. Une fois au gouvernement, c'est lui, en tant qu'architecte du plan de sauvetage des banques, qui a accordé les milliards de l'aide publique à... Goldman Sachs.

A travers de nombreux gags,

Moore exprime la vraie colère des gens qui perdent leur emploi ou leur maison ou qui craignent de les perdre. Certains passent de la colère à la résistance. Aussi, Moore nous emmène chez les grévistes de Republic Doors and Windows à Chicago qui, confrontés à la fermeture de l'usine et au refus de la direction de payer les derniers salaires, ont gagné grâce à l'occupation de l'usine.

Ceux qui n'ont rien contre...

En écho à ce monsieur expulsé de son foyer pour qui «il doit y avoir une espèce de rébellion de ceux qui n'ont rien contre ceux qui ont tout», Moore, en donnant un nom à ce système, donne aussi un sens à cette révolte: anticapitaliste... comme le nom de ce journal.

Cette rubrique donne la parole à des militants anticapitalistes du continent américain.

/ Neuchâtel

POUR SUIVRE LA MOBILISATION !

Le budget 2010 du Conseil d'Etat neuchâtois est extrêmement dur. Au menu: le blocage des salaires, qui frappera notamment les jeunes, et des coupes dans les prestations publiques. Le Conseil d'Etat s'en prend particulièrement aux enseignants de lycée: hausse du temps de travail (de 23 à 24 périodes par semaine) et suppression d'heures de décharge. La qualité de la formation est aussi menacée, notamment par l'augmentation du nombre d'élèves par classe et la suppression du dédoublement de classes, pour l'enseignement des langues en particulier. Enfin, quelque 30 postes complets sont menacés dans les trois lycées du canton.

Et ce n'est pas tout! Le Conseil d'Etat a présenté son «programme de législation»: il prévoit de réduire les dépenses de l'Etat de 150 millions entre 2011 et 2016!

Préparer un mouvement de grève!

La mobilisation du personnel de la fonction publique et du parapublic a démarré. La journée syndicale des enseignants du 11 novembre dernier a ainsi rassemblé 450 personnes. Le lendemain, 1000 salariés sont descendus dans la rue. Enfin, une journée de

mobilisation a eu lieu le 19 novembre, jour de parution de *L'Anticapitaliste*. Elle devait notamment être marquée par un débrayage d'une heure des enseignants.

C'est un bon début! Mais cela ne suffira certainement pas. Une assemblée générale du personnel aura donc lieu le lundi 23 novembre, à La Chaux-de-Fonds (Maison du peuple). Une échéance à ne pas manquer! Pour obliger le Conseil d'Etat à reculer, c'est un mouvement de grève dans les lycées, reconductible, qu'il faut préparer! C'est le seul langage qui puisse être compris au Château!

Vrais privilégiés et déficits publics

Les journaux locaux font régulièrement état des prétendus «privileges des enseignants». Il ne faut pas se laisser bernier: les vrais privilégiés sont ailleurs! Leur revenu mensuel n'est pas à quatre chiffres... Ne serait-ce qu'entre 2007 et 2008, en Suisse, les entreprises ont ainsi distribué plus de 100 milliards de francs – oui, 100 milliards! – à leurs actionnaires (dividendes + rachats d'actions) *! Par contre, les salaires réels n'ont progressé, entre 2003 et 2008, que de 0,07% en moyenne annuelle, d'après l'Office fédéral de la statistique. Et l'indice en question ne prend pas en

compte les primes maladie, qui ont explosé. Bref, le pouvoir d'achat des salariés, enseignants compris, ne cesse de reculer!

Le Conseil d'Etat n'a qu'un mot à la bouche: le «déficit structurel» de l'Etat. Mais d'où vient-il? Est-ce que les salariés de la fonction publique et du parapublic en sont à l'origine? Loin s'en faut.

Deux raisons fondamentales expliquent ce déficit. Tout d'abord, la politique fiscale propatronale du Conseil d'Etat. Ainsi, le canton de Neuchâtel est «un petit paradis pour les personnes morales. Le canton ne figure-t-il pas parmi les plus attractifs de Suisse en matière d'exonérations pour les grandes sociétés?» (*Le Courrier*, 12 novembre 2009) Deuxièmement, la crise pèse durement sur les finances des collectivités publiques. Dans le canton de Neuchâtel, ses effets sont démultipliés par la présence massive de bas salaires. Résultat des courses: «un grand nombre de Neuchâtois ont dû solliciter les services sociaux pour compléter leurs indemnités [de chômage]» (*L'Impartial*, 7 octobre 2009). Est-ce la faute aux enseignants ou aux patrons qui paient des salaires de misère et qui licencient pour préserver leurs profits?



AGOSTINO SOLDINI

PHOTO VALDEMAR VERISSIMO

* PIERRE-ANDRÉ DUMONT ET DUŠAN ISAKOV. «LES RACHATS D'ACTION EN SUISSE. OBJECTIFS, CONSÉQUENCES ET PRATIQUES». UNIVERSITÉ DE FRIBOURG. P. 46.

/ LE FIL D'ARIANE

J'ai reçu une lettre du Conseiller administratif Maudet qui m'annonce qu'en raison d'un trop plein de poubelles sur les trottoirs de la Ville de Genève et dans un souci d'écologie (mais pourquoi ça me fait rire?), les entreprises de la place, même les toutes petites comme mon bistrot – 20 mètres carrés et 2 employés – devront dorénavant payer et confier le ramassage de leur papier à une société privée. En ce qui concerne mon secteur, à la multinationale Veolia! C'est incroyable les efforts de la droite pour soutenir les entreprises de la région!

Je n'ose même pas dire que cette mesure heurte ma conception du service public: ce n'est plus vraiment «tendance» de défendre les services publics même quand le privé fait quotidiennement la preuve de son incompétence. Donc je ne vais pas brandir mon étendard pour la sauvegarde du bien commun ou pour le droit de chacun de voir ses besoins fondamentaux satisfaits. Surtout que, comble de l'ironie – ou de l'incohérence? ou de l'opportunisme? ou de l'imbécillité? – le citoyen Maudet s'en est lui-même chargé. A propos de la «police privée» des Pâquis, il s'est effusqué à juste titre que cette tâche soit privatisée.

Domage qu'il soit nettement moins «radical» quant à ses propres services. Pourtant selon lui la propreté d'une ville contribue aussi au sentiment de sécurité ressenti par la population. Puisqu'il s'agit d'ordre et de sécurité, la gestion des déchets doit rester une prérogative de l'administration publique. Mais sans doute le prestige de l'uniforme l'emporte-t-il sur celui de la salopette dans la hiérarchie des valeurs de M. Maudet...

Non, ce qui me rend de méchante humeur, mais alors très méchante, c'est le choix de l'entreprise Veolia. Le numéro UN mondial du commerce de l'eau! NUMERO-UN-MONDIAL-DU-COMMERCE-DE-L'EAU. Vous imaginez un peu ce qu'ils ont dû faire pour y arriver... Vous croyez pas qu'ils ont un peu couché, non? Pour dire les choses autrement, la Ville de Genève va faire casquer ses entreprises si petites soient-elles, celles-là mêmes qui rament pour couvrir leurs frais et les salaires – quand elles ne sont pas obligées de mettre la clef sous la porte – pour engraisser une putain de multinationale qui a fait 36 milliards d'euros de chiffre d'affaires et 405 millions de bénéfice net en 2008! Y'a pas à dire, à droite on a le sens de la solidarité! Comme dit le proverbe: «mieux vaut soutenir les entreprises riches et en bonne santé que celles qui sont pauvres et malades»...

ARIANE BAILAT

Tribune libre d'Ariane Bailat, militante libertaire, ancienne syndicaliste reconverte en tenancière de bistrot à Genève.

/ Vaud

DAVID GYÖAX

Ces jours, les citoyens vaudois sont appelés à se prononcer sur la question nucléaire. La nouvelle Constitution cantonale impose en effet aux autorités d'organiser un vote populaire sur toute question touchant à l'énergie nucléaire. Or, il se trouve que le Conseil d'Etat devait répondre à la consultation fédérale sur le prolongement de l'exploitation de la centrale nucléaire de Mühleberg, dans le canton de Berne. Voilà pourquoi le gouvernement a dû organiser ce vote, dont il se serait sans doute bien volontiers passé (ce qu'il a d'ailleurs tenté de

faire, en donnant une réponse positive à cette demande, et en «oubliant» d'organiser la consultation populaire). Une procédure juridique des milieux antinucléaires l'a contraint à revoir ses plans...

Bientôt de nouvelles centrales?

Cette votation s'inscrit dans un contexte politique d'offensive des forces pronucléaire. Ces dernières sont à l'attaque depuis plusieurs mois: outre la question de la prolongation de l'exploitation de Mühleberg après 2012 (date limite de l'autorisation actuelle), les entreprises exploitant des centrales nucléaires ont multiplié

les demandes de construction de nouvelles installations. Alpiq en a demandé une en juin 2008 pour la construction d'une centrale nucléaire destinée à remplacer celle de Gösgen, Axpo en a fait de même en décembre dernier pour remplacer la centrale de Beznau et BKW FMB Energie (les Forces motrices bernoises) ont suivi, avec une demande de nouvelle centrale qui doit prendre le relais après l'arrêt de Mühleberg, en 2012, pour autant que le Conseil fédéral refuse la prolongation au-delà de cette date.

Et les signaux sont plutôt favorables aux exploitants: pour justifier son retard dans le traitement des demandes, le département de Leuenberger présente, sous la forme d'un compromis, que les demandes seraient examinées avec une grande bienveillance et une certaine célérité si les trois producteurs mentionnés plus haut se mettaient d'accord pour, «raisonnablement», ne demander la construction que... de deux nouvelles centrales nucléaires. On voit dans quelle direction s'oriente le «compromis» fédéral.

Sans en faire un enjeu national ni une indication à valeur nationale, un «non» vaudois le 29 novembre prochain serait, dans ce cadre, un indice que les forces antinucléaires n'ont pas encore perdu la bataille.

Les pronucléaires à la relance

/ Etats-Unis

UNE TUERIE QUI RÉVÈLE BEAUCOUP DE DOUTES

Dès l'annonce de la tuerie, c'est la foi de Nidal Hassan qui a retenu l'attention. Fils de palestiniens, né aux Etats-Unis, il a grandi en Virginie. Et il est musulman. Son grade de major exprime, certes, la nature pluriethnique de l'armée, bien que, d'après ce qu'il aurait confié à un cousin cité par CNN, «on te fait sentir que t'as beau être major, tu restes un Arabe, un Musulman».

Haro sur les Muslims

Mais son grade exprime aussi la volonté du Pentagone de renforcer la présence dans les troupes d'occupation de militaires musulmans. Comme les italo-américains qui débarquèrent en 1943 à Anzio et en Sicile, ils sont censés mieux comprendre les populations des pays musulmans occupés et se comporter avec moins de brutalité que d'habitude. Sauf que cela revient à demander à des musulmans la loyauté à un pays dont l'establishment, tout en s'en défendant officiellement, admet volontiers que la guerre contre le terrorisme est bel et bien une guerre contre l'Islam.

En un premier temps, la solution de Nidal Hassan à ce dilemme, à cette double loyauté, aurait été, d'après les médias, l'engagement contre la guerre. Le carnage en aurait été l'aboutissement.

Depuis le 5 novembre, sa foi devient le prétexte à un regain d'islamophobie. Ainsi, Debbie Schlusel, l'éditorialiste conservatrice qui signe des papiers dans le *New York Post* – et le *Jerusalem Post* –, n'hésite pas à écrire sur son site «voilà comment les musulmans servent "leur pays" dans l'armée des Etats-Unis! Leur pays, c'est Dar Al-Islam, c'est le Grand Coranistan».

Après Pearl Harbour, on parla de 5^e colonne pour interner des dizaines de milliers de Japonais nés aux Etats-Unis. Durant la guerre froide, le même argument servit de prétexte à la chasse aux sorcières. La chasse aux *Muslims* serait-elle à nouveau ouverte?

Mais l'armée peut-elle se le permettre à l'heure où il faudrait trouver les

Treize morts abattus par balle et des dizaines de blessés: c'est le résultat de la tuerie perpétrée le 5 novembre sur la base militaire de Fort Hood par le major Nidal Malik Hassan.

Cette tuerie, de par la personnalité de son auteur, sa religion, ses fonctions au sein de l'armée, son appartenance à un «institut pour la sécurité intérieure» et l'importance particulière de Fort Hood – la plus grande base de l'armée aux Etats-Unis –, est révélatrice d'un grand nombre de problèmes internes à l'armée US. Et qui sont le pendant domestique des difficultés croissantes qu'elle rencontre au Moyen-Orient et en Asie centrale.

40 000 hommes exigés «pour pacifier l'Afghanistan» par le général McChrystal?

Psychiatre militaire

Presse et commentateurs admettent que la fonction de psychiatre exercée par Nidal Hassan à Fort Hood aurait aussi joué son rôle. Une des associations de vétérans contre la guerre écrit que «de nombreux experts ont pointé le fait que le stress auquel cette guerre soumet les militaires et le grand nombre de suicides contribuent, chez ceux qui y sont confrontés de près, à banaliser la portée d'une tuerie». Cela d'autant que lorsque le psychiatre est lui-même pénétré d'un sentiment d'injustice, il est porté, ainsi que l'ont encore démontré des études menées en lien avec le 11 septembre, à une empathie envers ses patients bien plus grande que d'habitude.

Confronté professionnellement au stress post-traumatique consécutif aux combats, aux doutes des jeunes s'appêtant à partir à la guerre, aux suicides nombreux – 117 durant cette année –, Nidal Hassan était l'un des 408 psychiatres de l'US Army, pour un effectif total de 553 000 militaires. Il s'était plaint du manque de temps et de moyens mis à disposition des services psychiatriques, des services dont le rôle essentiel reviendrait à renvoyer le plus rapidement possible dans leurs unités de combat les hommes qui ont recours à l'Army's Combat Stress Control Team.



Tentamens? Un millier par mois!

En ce sens, la tuerie de Fort Hood remet une fois encore au premier plan le sort des vétérans atteints de stress post-traumatique, devenus incapables de retour à une vie normale. Plus de 55 000 vétérans de la guerre d'Irak en souffrent déjà. Des données officieuses à propos des tentatives de suicide, données ni confirmées ni démenties par le Pentagone après leur publication par *Paris Match*, font état d'un millier de *tentamens*, ainsi qu'on les appelle pudiquement, chaque mois chez les vétérans d'Irak et d'Afghanistan.

On estime que les Etats-Unis devront fournir des pensions d'invalidité à 40% du 1,65 million de soldats déployés depuis 2003, pour un coût total de plus de 600 milliards de dollars. C'est la raison d'ailleurs pour laquelle les services de santé de l'armée sont si rétifs à reconnaître les troubles psychiques post-traumatiques.

Ainsi, au-delà des 13 morts et 30 blessés – nombre qui demeure fort limité par rapport aux milliers d'autres innocents victimes des guerres états-uniennes –, la tuerie de Fort Hood met le doigt sur des aspects intérieurs qui vont peser, que Barak Obama décide finalement de déployer ou pas les 40 000 hommes supplémentaires en Afghanistan.

PAOLO GILARDI

PHOTO THEUSARMY / FLICKR.COM

/ D'UN CONTINENT À L'AUTRE

IGNORANTS ET BÂILLONNÉS...

Ils sont 40 000, les postes d'enseignants supprimés aux Etats-Unis depuis septembre 2008.

S'il n'a pas fallu plus de 48 heures pour engager des centaines de milliards pour sauver les banques et l'industrie automobile, si les guerres en Irak et en Afghanistan engloutissent des sommes monstrueuses, c'est au compte-gouttes que l'argent est déboursé pour l'éducation.

A Hawaï par exemple, privé d'une partie de l'aide fédérale, l'Etat local n'assure plus les activités scolaires pendant 17 vendredis par an. Ce sont les familles des élèves qui se sont cotisées pour ne pas priver d'école leurs enfants...

Et alors que les syndicats d'enseignants essayaient d'organiser une journée de grève à Los Angeles, les tribunaux l'ont purement simplement interdite en vertu de l'arrêt d'un tribunal new-yorkais qui avait déclarée illégale en 2006 la grève des travailleurs du métro.

PRIVATISATION ARMÉE

Le soir du 10 octobre, le Mexique tout entier était en liesse pour la qualification de son équipe au Mondial 2010.

C'est ce soir-là que le gouvernement de Felipe Calderon a choisi pour faire occuper par les forces spéciales différents sites de la compagnie publique de l'électricité, Luz y Fuerza del Centro (LyFC).

Mitraillettes à la main, les militaires d'élite en ont expulsé le personnel et en ont pris le contrôle en attente de la privatisation et de la mise en vente de LyFC décrétée par le gouvernement le lendemain. Pour les 44 000 salariés mis ainsi en liquidation ne reste plus que l'espoir d'être repris, au rabais, par la multinationale, espagnole ou nord-américaine, qui va faire main basse sur LyFC. A moins que la mobilisation populaire en décide autrement...

HONDURAS: ACCORD CADUC ET MOBILISATION

Il est caduc, l'accord signé à Tegucigalpa le 5 novembre. Pour l'administration Obama, il aurait dû sortir le Honduras de la crise. Manuel Zelaya, le président légitime toujours réfugié à l'ambassade du Brésil, a dénoncé le non-respect de l'accord de la part des putschistes. Ils viennent en effet de promouvoir un gouvernement de réconciliation comme prévu par l'accord du 5 novembre mais qui, contrairement à ce qui était convenu, n'est pas présidé par Zelaya.

Partant, c'est l'appel à la poursuite des mobilisations populaires qui est lancé pour chasser les putschistes. Des mobilisations à soutenir, en participant à la manifestation ce samedi 21 novembre à Berne...

PIERRE FRANTI

/ A lire et à écouter

IL Y A 50 ANS, LADY DAY CHANTAIT SON DERNIER BLUES

Dans son autobiographie, *Lady sings the blues**, la grande chanteuse Billie Holiday (1915-1959) décrit de façon poignante les conditions de vie et de production imposées aux musiciens noirs dans les années trente et quarante.

Billie Holiday a été très sensible au racisme régnant aux Etats-Unis et a réagi tout au long de sa vie contre ce fléau. La tournée de plusieurs mois qu'elle entreprit avec l'orchestre du clarinettiste blanc Artie Shaw fut une suite ininterrompue de discriminations raciales: «Si on arrivait dans un bled où on ne voulait pas me servir, je ne risquais pas d'atterrir aux toilettes sans faire un drame. (...) Cela a fini par me rétamé: j'étais dans un tel état de tension nerveuse et de surmenage.»

Les fondements du racisme

Cependant Billie Holiday s'est rendue compte que le racisme n'est pas inné à la psyché des Blancs, mais qu'il repose surtout sur une réalité socio-économique: «On a beau se couvrir de satin blanc jusqu'aux nichons et ne pas voir de canne à sucre à perte de vue, c'est comme si l'on travaillait toujours dans une plantation. Prenez la 52^e rue [à New York] à la fin des années trente et quarante. "La rue du Swing", on l'appelait. (...) Ils swinguaient d'un bout de la 52^e rue à l'autre et on n'y voyait pas une seule tête de Noir. Mais la 52^e rue ne pouvait pas éternellement exclure les Noirs. Il fallait que ça craque et, en l'occurrence, ce sont les propriétaires des "plantations" qui ont craqué. Ils se sont aperçu qu'ils pouvaient se faire du blé sur le dos des artistes noirs. (...) Les barrières se sont ouvertes et beaucoup de grands musiciens noirs ont enfin eu du travail.»

Ces propos de Billie Holiday décrivent clairement l'exploitation commerciale et musicale sur une grande échelle de la musique de la minorité afro-américaine. Les moyens de production et de distribution de la musique de jazz se trouvaient presque exclusivement dans les mains d'une industrie musicale contrôlée par une fraction du capital euro-américain (les «propriétaires des "plantations"»). Ceux-ci ont adapté la musique noire aux besoins du marché en la rendant accessible,

d'un point de vue musical et socio-culturel, à un public de masse blanc. Dès qu'une partie significative de ce public a été prête à consommer de la musique afro-américaine, les barricades raciales décrites par Billie Holiday se sont entrouvertes. Ce n'est qu'avec l'avènement du bebop (jazz moderne) que de jeunes musiciens afro-américains ont réagi contre cette acculturation



accentuée de la musique noire pendant l'époque du swing.

Lady sings the blues?

Billie Holiday n'a chanté que rarement des morceaux de blues «pur». Au niveau de la forme musicale, le titre de son autobiographie ne correspond donc pas à sa musique. Son œuvre consiste surtout en chansons et ballades qui s'approchent davantage de la structure des lieder européens que du schéma du blues**.

Mais les interprétations par Billie Holiday ont pourtant gardé le contenu émotionnel du blues. Son phrasé bluesy et son identification avec les textes de ses chansons, autre caractéristique du blues, transforment même des *songs* assez banals en grandes interprétations. C'est la raison pour laquelle les musiciens du blues considèrent Billie Holiday comme une des leurs, faisant fi des classifications formelles entre les différents genres de la musique noire. Vu sous cet angle, le titre du livre correspond tout à fait à l'œuvre grandiose de Lady Day.

ALBERT STOLZ

* BILLIE HOLIDAY, «LADY SINGS THE BLUES», EDITIONS PARENTHESES, 2003.

** COFFRET «LADY DAY - THE COMPLETE BILLIE HOLIDAY ON COLUMBIA (1933-1944)».

/ Le chiffre de la quinzaine

AGOSTINO SOLDINI

L'Office fédéral de la statistique (OFS) vient de publier les résultats de l'Enquête suisse sur la population active au 2^e trimestre 2009*.

L'OFS souligne tout d'abord le fait qu'«en comparaison internationale, la Suisse présente l'un des taux d'activité les plus élevés pour la population âgée de 25 à 64 ans (85,8%)». Pour ce qui est des hommes, elle détient carrément le record absolu! Cela n'a rien à voir avec un taux de chômage plus réduit: les demandeurs d'emploi ne sont pas pris en compte dans cette sta-

tistique. Ce n'est pas non plus à cause d'un taux d'activité particulièrement élevé de la part des femmes. La Suisse n'est certes pas parmi les derniers pays en la matière, mais la différence avec les autres n'est pas énorme. La raison essentielle est que l'âge du départ à la retraite, dans notre pays, est nettement plus élevé qu'ailleurs: entre 55 et 65 ans, 7 personnes sur 10 travaillent encore alors que c'est le cas de moins de la moitié d'entre elles dans les pays de l'Union européenne.

L'enquête de l'OFS illustre également la dégradation intervenue au cours des cinq dernières années en matière de conditions de travail. Ainsi,

le nombre d'actifs qui travaillent normalement le soir (entre 19 h et minuit) a augmenté de plus de 100 000 personnes, passant à 18% du total (notre «chiffre de la quinzaine»). On a aussi observé une progression de la part des personnes effectuant du travail de nuit (entre minuit et 6 h). Le nombre de personnes qui travaillent régulièrement le dimanche s'est également accru: c'est désormais le lot d'une sur dix, à savoir 418 000 personnes. Même tableau pour ce qui est de la part des salariés travaillant sur appel et de ceux qui n'ont qu'un contrat de durée déterminée: cela concerne, respectivement, 6,5% et 6,7% des actifs.

Enfin, l'OFS souligne que «33% des personnes actives occupées en Suisse travaillent à temps partiel. En comparaison internationale, seuls les Pays-Bas présentent une part plus importante.» C'est loin d'être un choix volontaire pour une partie significative d'entre elles: d'après l'OFS, 294 000 salariés sont obligés de bosser à temps partiel faute de mieux!

Taux d'activité élevé (lire: droit à la retraite très tardif), précarisation des conditions de travail et sous-emploi massif: voilà la réalité du monde du travail helvétique.

* SOURCE: OFS, «TAUX D'ACTIVITÉ ET TEMPS PARTIEL ÉLEVÉS EN SUISSE», 5 NOVEMBRE 2009.

18%

/ L'AGENDA MILITANT

SOLIDARITÉ AVEC LA RÉSISTANCE AU HONDURAS

Manifestation

Samedi 21 novembre, 13 h 30
Berne, Hirschengraben (à côté de la gare)
Infos: zas-correos.blogspot.com

LA FAILLITE DU MODÈLE CAPITALISTE ET L'URGENCE D'UNE ALTERNATIVE

Conférence-débat

Mardi 24 novembre, 20 h 30
Genève, Maison des associations,
15, rue des Savoises
Avec Stéphanie Treillet, membre du conseil scientifique d'ATTAC et militante du NPA
Org. Gauche anticapitaliste

MOBILISATION CONTRE L'OMC

Manifestation

Samedi 28 novembre, 14 h
Genève, Place Neuve
Débats et actions, voir:
www.anti-omc2009.org

BARACK OBAMA, UN AN DE PRÉSIDENTIE: QUEL BILAN?

Conférence

Judi 3 décembre, 17 h 15
Lausanne, Université, Internef, salle 263
Avec Serge Halimi, directeur du *Monde diplomatique*
Org. Groupe Regards Critiques

/ SITE INTERNET

www.gauche-anticapitaliste.ch

/ IMPRESSUM

L'Anticapitaliste
case postale 5210
1002 Lausanne
CCP 17-335173-2

Parution bimensuelle

Abonnements
Annuel /60 francs
Etudiants-chômeurs-précaires /35 francs
De soutien /dès 100 francs

Editeur / Gauche anticapitaliste

ISSN / 1663-1560



/ En mouvement

«CE SYSTÈME N'EST PAS RÉFORMABLE»

Septante personnes ont pris part fin septembre à Genève à un séminaire des forces anticapitalistes. Bilan — et plus — de cette journée avec l'un de ses organisateurs, Eric Decarro.

Un bilan encourageant du séminaire sur la crise?

Eric Decarro: Cette crise, la plus grave après celle de 1929, est une crise de système dans laquelle les forces anticapitalistes, surprises, ont été peu audibles. La dispersion de ces forces rend nécessaire le débat et la confrontation de nos analyses pour esquisser des pistes alternatives. Les effets de la crise vont perdurer des années.

Le séminaire a réuni différentes forces se disant anticapitalistes; la participation a été assez large, quoique parfois limitée à des délégations. Pourtant, ces débats sont formateurs et nécessaires.

Comment définir ce qu'est une force anticapitaliste?

Ce n'est pas un très bon terme, car le risque est de s'enfermer dans l'anti-, une forme de soumission au système existant. Nous devons viser au-delà, travailler le contenu d'un système alternatif, d'une autre organisation de la société, qui réponde aux besoins des gens. C'est une nécessité autant sociale qu'environnementale face aux tendances dévastatrices du capitalisme. Nous avons besoin de perspectives, y compris pour renforcer les luttes immédiates; il faut donc accorder de l'importance au travail théorique.

Après les défaites électorales de la «gauche», quelles perspectives pour une nouvelle gauche?

Penser que des solutions peuvent être trouvées dans le cadre actuel, par des réformes, pose un réel problème, les perspectives étant corsetées. Ce système n'est plus réformable vu le développement du capitalisme depuis une trentaine d'années. Toutes les conquêtes sociales des années d'après-guerre sont aujourd'hui attaquées afin de rentabiliser le capital et de réduire les coûts; les politiques néolibérales, la domination de la finance sur les activités productives, l'ouverture du commerce mondial dans les conditions capitalistes provoquent une compétition à outrance qui ne peut être gagnée que par les plus forts. S'enfermer dans le cadre institutionnel, c'est sous-estimer la domination des grands groupes sur ce dernier, ainsi que sa fonction intégratrice, et surestimer les possibilités de changements par la voie des élections en croyant pouvoir améliorer la situation des gens.

La manifestation du 28 novembre contre l'OMC, une occasion de ternir cette étoile que veut faire briller davantage son directeur général, Pascal Lamy?

Tout soumettre à la marchandisation et à la loi du profit — en particulier les services publics — est un changement fondamental. Au lieu de répondre aux besoins de la population, ils sont mis en concurrence avec des entreprises privées. Les

pays du Nord subissent une pression énorme et les pays du Sud en connaissent les effets dramatiques. L'OMC est un instrument des classes dominantes contre les populations, une menace pour leur souveraineté alimentaire, un encouragement au pillage des ressources locales par les multinationales. Il faut bloquer le cycle de Doha au nom d'un autre mode de produire, d'échanger, de répondre aux besoins.

Ancien président national du SSP, à ton avis, comment les syndicats peuvent-ils répondre aux problèmes des salariés? Quel rapport peuvent-ils entretenir avec des forces anticapitalistes?

La pression est énorme sur les travailleurs, cela rend difficile le travail syndical. La tendance des syndicats est d'inscrire leurs actions dans le cadre du système et de vouloir être un contre-pouvoir, ce qu'ils peuvent être de moins en moins. Nous restons très défensifs, il s'agit avant tout de «limiter les dégâts», alors que contre nous sont menées des politiques qui affament les gens, génèrent du chômage, oppriment les salariés et attaquent leurs moyens d'existence; la stratégie de sortie de crise des classes dominantes, c'est redresser à toute force la rentabilité du capital. Il ne faut donc pas se contenter d'une vision syndicaliste trop courte, une vision d'ensemble est indispensable face à un système de plus en plus destructeur; se borner à des luttes revendicatives — certes nécessaires — peut paraître sans issue aux salariés qui attendent d'autres perspectives, qu'on ne leur propose pas.

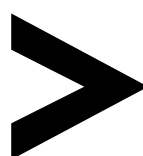
CHRISTINE BÜRER INTERVIEW



/ La photo

OUI A L'INITIATIVE POUR L'INTERDICTION D'EXPORTER DU MATÉRIEL DE GUERRE! En plus de mettre un terme à ce commerce de la mort, un oui le 29 novembre pourrait avoir ses effets collatéraux. Les 35,6% de oui à l'abolition de l'armée en novembre 1989 avaient infligé un sacré coup à l'arrogance des militaires et à leurs appétits budgétaires. Vingt ans plus tard, un oui sorti des urnes pourrait couper celui d'Ueli Maurer, ministre de la Défense affamé de milliards supplémentaires!

Abonnez-vous !



VOUS AVEZ REÇU CE JOURNAL, ÉDITÉ PAR LA GAUCHE ANTICAPITALISTE, À TITRE PROMOTIONNEL. SI VOUS SOUHAITEZ CONTINUER À NOUS LIRE, TOUTES LES DEUX SEMAINES, RIEN DE PLUS SIMPLE: ABONNEZ-VOUS AU MOYEN DU BULLETIN DE VERSEMENT CI-DESSUS!

SI VOUS AVEZ PAYÉ UN ABONNEMENT, CETTE ANNONCE NE VOUS CONCERNE PAS. L'ÉCHÉANCE DE L'ABONNEMENT FIGURE SUR L'ÉTIQUETTE EN HAUT DE LA PREMIÈRE PAGE (ECH: N° X).